

# La démocratie et le populisme dans l'arène politique

*Ce que l'on appelle la démocratie politique concerne les modalités du gouvernement de l'État, mais n'est pas dissociable de la démocratie sociale qui concerne ce qui est vécu comme les besoins matériels et spirituels de l'existence humaine. Nous ne disposons cependant pas d'une définition de l'essence naturelle et éternelle de la démocratie qui ne demanderait qu'à être mise en œuvre. Elle n'a d'existence qu'au travers d'un processus historique de démocratisation jamais achevé. Et c'est dans le cadre de cet inachèvement qu'il faut chercher à comprendre le rôle que le populisme joue dans l'arène politique des sociétés européennes contemporaines. Ce n'est donc pas en décrétant ce que le populisme est, mais plutôt en cherchant à comprendre ce qu'il fait que l'on parvient à dépasser son étiquetage simplificateur. C'est aussi à partir de là que les démocrates sincères ont à définir les tâches prioritaires de la construction de la démocratie à venir.*

ALBERT BASTENIER

Nul ne songe à le contester : c'est par le verdict des urnes que le *peuple souverain* est placé à la source du pouvoir politique. La procédure électorale, identifiée à l'essence du *fait démocratique*, a marqué une rupture historique avec les régimes anciens qui consacraient l'inégalité politique.

Parce que l'on ne peut tout à la fois donner le pouvoir au peuple et lui interdire d'en user d'une certaine façon, la démocratie n'est cependant pas que politique. En abolissant les statuts prescrits, elle a rendu possible la discussion des aspirations que ses membres considèrent comme leurs intérêts. Elle a ainsi ouvert la porte à l'idée de mobilité sociale et conduit, disait Tocqueville, à *imaginer un point extrême où la liberté et l'égalité se touchent et se confondent*. C'est pourquoi la *démocratie politique* qui concerne les modalités du gouvernement de l'État n'est pas dissociable de la *démocratie sociale* qui concerne ce qui est vécu comme les besoins matériels et spirituels de l'existence humaine.

Une fausse évidence caractérise toutefois les régimes démocratiques : concrètement, ils ne se sont jamais manifestés que sous le double registre d'une promesse et d'un problème. Car de fait, un écart subsiste entre l'affirmation principielle de la *souveraineté du peuple* et les *moyens institutionnels* de sa réalisation. De sorte que le suffrage par lequel les membres des démocraties représentatives délèguent leur souveraineté n'a pas instauré une société transparente à elle-même. La dissymétrie entre gouvernants et gouvernés y a certes été aménagée, mais pas abolie. Une relation de commandement — une *domination* disait Max Weber — demeure donc. Néanmoins, parce qu'aucun pouvoir soucieux de sa pérennité ne saurait se contenter d'être obéi, la démocratie reste en quête d'une *légitimité* capable de transformer la discipline en adhésion. C'est de cette question de la légitimité qu'il faut partir.

Nombre de critiques actuelles parlent d'une trahison des promesses de la démocratie. C'est toutefois dès le XIX<sup>e</sup> siècle que des penseurs libéraux formulèrent leurs premiers griefs à son égard : le moment électoral ne suffit pas à garantir que les institutions se mettent au service de l'intérêt de tous. Avant eux, le marxisme avait dénoncé le formalisme de la *démocratie bourgeoise* surdéterminée par l'inégalité des classes. La critique ne s'est jamais éteinte et, dès lors, l'histoire politique de notre temps a aussi été celle d'un *désenchantement démocratique*.

Cela n'a cependant pas empêché que, dans le même temps, s'affirme une double prise de conscience. Celle d'une nécessaire conception élargie de l'intérêt général. Et celle de devoir renoncer à toute définition de la démocratie qui la ferait correspondre à une notion éternelle présidant à une forme politique achevée. Il n'y a pas d'essence de la démocratie et elle ne peut être saisie que comme un processus qui rebondit en raison des obstacles qu'il rencontre. Il vaut donc mieux dire que c'est la *démocratisation* qui invente historiquement la démocratie dans une perspective qui ne s'achève jamais (Colliot-Thélène, 2011).

## LA DÉMOCRATIE INACHEVÉE

Dire cela expose toutefois à la critique du *réformisme*. Car on peut être sceptique quant aux effets réels de cette prise de conscience. Certes, les idéaux démocratiques ont fait basculer l'imaginaire collectif du côté de l'*égalité des conditions* que Tocqueville voyait comme le principe d'une nouvelle société. Cependant, les institutions de la démocratie ont été conçues d'abord en fonction des libertés individuelles et cela permet de comprendre qu'elles n'aient pas été en mesure de vaincre les inégalités concrètes. Face aux dissymétries sociales entre les classes, les sexes et les origines, les idéaux démocratiques n'ont cessé d'être contrés par la résistance de ceux qui tirent avantage des situations établies. De multiples tensions demeurent donc et en dehors de promesses plus ou moins explicites de progrès social, la légitimité des gouvernements n'a jamais pu se maintenir durablement. Pour autant, ces derniers n'ont jamais été

enclins à précipiter les changements lorsque leurs conséquences demeuraient incertaines pour eux. Rien n'a donc été acquis sans luttes. Dans ce régime rythmé par les échéances électorales, ce sont pour une large part les circonstances qui sont aux commandes. L'opportunisme y est constant et l'expression mouvante des coalitions politiques alourdit la délibération tout autant qu'elle diffère régulièrement la prise de décision. Enfin, comme conséquences de tout cela, le découragement et l'évanouissement périodiques des mouvements sociaux porteurs de la démocratisation doivent aussi être pris en compte.

Au total, on peut parler de la torpeur d'un régime faiblement disposé à se projeter vers l'avenir. Si bien que ce sont les situations sociales exceptionnelles qui paraissent seules capables de faire sortir la *démocratie des temps ordinaires* de sa posture sans ambition. Et parce que le libéralisme politique, principal courant qui l'inspire, est orienté non pas d'abord vers les enjeux collectifs, mais vers l'équivalence légale des individus, la plupart des mandataires publics ne s'investissent que dans le rôle réduit de *prestataires de services politiques* aux intérêts particuliers. John Dewey<sup>1</sup> l'avait bien perçu : ce n'est pas, disait-il, sur la base d'un consensus né de la bienveillance des uns pour les autres que l'espace proprement politique des démocraties parvient à se constituer, mais seulement à partir du moment où les conséquences des oppositions entre les individus deviennent visibles et sont perçues comme un risque. Elles inspirent alors la peur et se transforment en problèmes sociétaux. Face à eux, sans prétendre mettre un terme à la violence latente du social, mais en renonçant par principe aux attitudes guerrières, on négocie.

Si sévère que soit le jugement que l'on peut porter sur la démocratie, c'est à elle néanmoins que l'on doit la mise en place des *services publics*, conçus en principe pour contribuer au bien de tous à l'écart des passions partisans. Ce sont aussi les insuffisances concrètes de l'égalitarisme démocratique qui ont fait émerger l'idée de *partenaires sociaux* et poussé à la mise en place des *systèmes de sécurité sociale*. Aujourd'hui, c'est en raison du repli des grands récits idéologiques et des utopies que se trouve relancé le débat sur les missions de la démocratie.

Si, en raison de ses faiblesses, on peut parler d'un *inachèvement de la démocratie* (Vincent, 1998) et de la nécessité de la mener plus loin, c'est parce que l'aspiration démocratique ne disparaît pas. Et, comme le dit Pierre Rosanvallon (Rosanvallon, 2008), cela nous fait assister actuellement à une *révolution de la légitimité*. À partir de tensions que la démocratie elle-même nourrit, se recomposent des dispositifs en vue de surmonter la *crise de la représentation*. Les débats sur la démocratie participative, délibérative ou technique en sont l'expression<sup>2</sup>. Le sont aussi l'instauration d'instances consultatives qui font cercle autour du pouvoir électif ou encore les autorités comme les cours constitution-

1 Pilier du pragmatisme philosophique nord-américain, Dewey (2010) conçoit la vie sociale comme une *expérimentation* qui doit placer la compétence propre des citoyens (*le public*) à la source de la démocratie.

2 Ces débats sont portés par divers mouvements sociaux dont le plus récent est le mouvement des *Indignés*. En 2011, sous l'effet de la crise financière mondiale, il a mis en lumière une opinion publique persuadée que le système représentatif est devenu l'arme des puissants dans les démocraties occidentales.

nelles ou de justice internationale habilitées à contrôler certaines pratiques des pouvoirs en place.

Il faut néanmoins continuer de s'interroger sur le réformisme qui donne à croire que les améliorations démocratiques sont constantes. Car nous vivons actuellement dans une étrange société où, en même temps que les inégalités ne cessent de s'accroître, la thématique de la conflictualité des classes semble s'être évaporée. Ainsi, le sociologue anglais Colin Crouch (2004) pense que la démocratie égalitaire des sociétés occidentales dépérit plutôt qu'elle ne progresse. Selon lui, la profonde transformation des classes sociales et de leur mode d'intervention dans la dynamique sociétale, ainsi que l'évolution des rapports que les partis entretiennent avec leur base, conduisent vers un changement fondamental de période. Nous entrons dans ce qu'il appelle la *postdémocratie*, une époque incertaine où les apparences démocratiques sont respectées, mais où les choix politiques ne résultent déjà plus des controverses et oppositions entre les citoyens que relayaient les partis. Ce n'est plus l'écoute des demandes sociales qui est déterminante, ce sont les interactions entre une classe politique désormais préoccupée d'entretenir des liens privilégiés avec les experts des milieux d'affaires et des lobbys. Par ailleurs, plutôt que de traduire politiquement ce qu'expriment les mouvements sociaux, les partis concèdent énormément à la logique de la société médiatique qui fabrique du spectacle avec tout. De plus en plus préoccupés de leur image télévisée, ils cherchent auprès des sondeurs et des spécialistes de la communication les instruments de leur influence sur la cible électorale qu'ils tentent de gagner.

Crouch ne cache pas ses craintes : une *décomposition démocratique* est engagée. D'autant qu'intervient aussi le décalage entre les niveaux nationaux et internationaux de décision. La période actuelle est celle d'un dépérissement sans dépassement des États nationaux. Elle permet aux oligarchies financières internationalisées d'adopter des pratiques affectant profondément la démocratie qui, pour sa part, demeure coulée dans les structures territoriales étatiques. Même si son héritage continue de jouer un rôle non négligeable, la démocratie est donc vidée d'une large part de son contenu. Elle n'est sans doute pas épuisée, mais pour survivre elle doit chercher à sortir de cette trappe historique.

Ce sont donc tout autant les *promesses non tenues* de la démocratie que ses capacités à surmonter les périls de sa nonchalance récurrente qui conduisent à s'interroger sur différents défis qu'elle doit relever. Aujourd'hui, c'est le cas, notamment, avec le *populisme*<sup>3</sup>. La montée en force des partis de la droite populiste au cours des dernières décennies sème l'émoi au sein des démocraties européennes. Une charge d'inquiétude accompagne leurs succès et conduit à se demander si, en raison précisément de l'inachèvement de la démocratie, ils ne compromettent pas les perspectives de liberté et d'égalité qu'elle avait inaugurées.

3 Bien entendu, d'autres défis que ceux du populisme requièrent l'attention. C'est le cas, notamment, du rôle de plus en plus central qui, avec la crise financière actuelle, mais aussi avec la question écologique, est confié aux *experts* au sein de ce que certains considèrent comme l'exigence d'une *démocratie cognitive*. Un prochain dossier de *La Revue nouvelle* reviendra sur cet autre aspect de la démocratie à venir.

## LE POPULISME

Devenue une composante structurelle du système des partis dans nombre de pays de l'Union, la nouvelle vigueur du populisme manifeste-t-elle l'inachèvement de la démocratie ou plutôt une régression de celle-ci et la mise en place des éléments annonciateurs d'un autre régime ?

Ne voir dans le populisme qu'un phénomène moralement rejetable au motif qu'il s'inscrit dans le sillage d'une idéologie nauséabonde, nuit à la réflexion. L'importance qu'il a prise demande plutôt de le mettre en rapport avec les responsabilités qui incombent aux partis qui prédominent dans l'arène politique. En se contentant de l'amalgamer à toutes les formes d'opposition aux partis dominants, on le fait certes apparaître comme un détestable revivalisme du passé qu'aisément on condamne. Mais c'est là une simplification qui le donne pour n'ayant d'autre cause que la démagogie de ses leaders. Lorsque, comme aujourd'hui, la volatilité des adhésions électorales augmente, que les loyautés politiques ne cessent de se déstructurer et transgressent de plus en plus le clivage gauche-droite, l'interrogation doit plutôt se porter vers le rôle que le populisme remplit dans la construction des identités politiques.

Parce que le populisme opère à partir d'une pluralité de demandes, il demeure une notion vague qui reçoit des interprétations discutables. Ainsi, Rosanvallon<sup>4</sup> se demande s'il n'est pas en train de devenir pour le XXI<sup>e</sup> siècle ce que fut le totalitarisme pour le XX<sup>e</sup> : une forme de retournement de la démocratie contre elle-même. Peut-être. On pourrait cependant objecter que le capitalisme, conjoint à la démocratie occidentale, diffuse actuellement une idéologie qui n'est plus orientée comme hier vers une conception hiérarchique et disciplinée des rapports sociaux. Elle procède plutôt par la séduction et l'exaltation des libertés individuelles. Pour comprendre l'actualité du populisme, il semble dès lors peu éclairant d'en rester à l'évocation du totalitarisme ou du fascisme prêt à renaître de ses cendres.

Si le succès du populisme recouvre autre chose qu'un retour à l'embrigadement autoritaire de l'âge antérieur, cela n'exclut pas pour autant qu'il soit une réponse au besoin d'ordre et de sécurité dans la vie collective. Partout en Europe, les retombées de la mondialisation et l'effet social des migrations mal prises en charge, constituent pour de nombreux individus parmi les plus exposés la source d'une dégradation de leur environnement et de leur statut. Le populisme se situe prioritairement du côté de ces perdants et recrute parmi ceux pour lesquels le monde semble n'être plus contrôlé par personne. Dans une sorte d'*affiliation régressive* qu'expriment le néonationalisme, l'euro-scepticisme et la xénophobie, il coalise ceux qui ne perçoivent plus les partis dominants que comme n'accordant pas de réelle importance à leurs inquiétudes. À droite comme à gauche de l'échiquier politique, les partis dont le cœur de l'électorat est à l'abri des effets de la mondialisation ne se montrent guère sensibles à cette nouvelle situation qui accentue la menace de déclassement social pour une fraction non négligeable des milieux populaires.

<sup>4</sup> Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *Le Monde*, 21 juillet 2011.

Identifier la *résistance politique populaire* au vote pour la droite populiste n'équivaut pas à surestimer les compétences et les énergies disponibles au sein des groupes dominés. Ce n'est pas non plus voir avec condescendance les électeurs qui soutiennent ces partis tels une masse de gens culturellement démunis et simplement manipulés par des démagogues. C'est pourtant à ce genre de verdict que conduisent les analyses de l'électorat d'extrême droite lorsqu'elles se contentent d'en décliner les principales caractéristiques économiques et culturelles. Parler du populisme comme d'une résistance politique populaire, c'est plutôt mettre en lumière qu'il y a aujourd'hui de nombreuses personnes qui estiment ne plus bénéficier de la sécurité ontologique que n'importe quel gouvernement en quête de légitimité démocratique doit chercher à assurer pour tous. Alors que l'on reproche au populisme ses penchants antidémocratiques, il faut admettre que certaines de ses racines plongent dans l'ébranlement de la confiance que des segments entiers de la population pouvaient antérieurement accorder à d'autres formations. C'est d'ailleurs à ce titre que les leaders populistes expriment à l'envi leur sympathie pour *le peuple* et dénoncent la classe politique institutionnalisée de tous les autres partis.

Ce n'est donc pas en décrétant à priori ce que le populisme *est*, mais en cherchant à comprendre ce qu'il *fait* que l'on parvient à dépasser son étiquetage simplificateur. Parmi les grandes figures de la philosophie politique contemporaine, l'Argentin Ernesto Laclau (2008) soutient, quant à lui, que le rejet méprisant du populisme est, en fait, *un rejet de la politique tout court*. Car la notion de *peuple* à partir de laquelle la raison populiste bâtit son discours n'est pas une donnée naturellement là. Elle est une catégorie analytique que l'on fait intervenir dans la réflexion sur la construction du lien social. Foule, masse et peuple, rappelle-t-il, furent les ingrédients d'une grande peur intellectuelle qui traversa les sciences sociales du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, durant la période des désordres postrévolutionnaires et de la constitution du prolétariat industriel. On s'y mit à la recherche d'une frontière sociale entre le normal et le pathologique, d'un univers politique rationnel d'où toute logique dangereuse serait exclue. Ces notions font ainsi partie d'une démarche qui s'enquit de la formation des identités collectives, des rapports entre le particulier et l'universel, et de l'émancipation des catégories sociales opprimées. C'est dans ce cadre que les notions de peuple et de populisme devinrent des catégories discursives devant permettre de comprendre les tensions entre le *caractère fragmenté des sociétés contemporaines* et la *totalité significative* de cette *plénitude impossible à atteindre* qu'est le bien commun propre d'une société humaine accomplie. Ce n'est que plus tard, en l'identifiant strictement à une base sociale particulière, que le populisme connut une relégation morale et reçut l'acception péjorative d'une démagogie canalisant les ressentiments des masses marginales lorsque le mouvement ouvrier ne les encadre pas. Il y a évidemment une influence de l'arsenal conceptuel léniniste dans cette vision des choses. Ultérieurement, l'épisode du fascisme en Europe contribua à son tour à ne plus faire voir le populisme que comme un nationa-

5 La *psychologie des foules* fut une préoccupation centrale des figures fondatrices de ces sciences comme Le Bon, Taine et Tarde.

lisme dénaturé, une pathologie monstrueuse qui constitue la première phase du totalitarisme.

Pourtant, souligne Laclau, si cette *totalité significative* demeure à jamais hors d'atteinte, son besoin n'en continue pas moins de se manifester. D'où le rôle de l'idée de *peuple* qui, tel un *signifiant flottant* ou *vide*, mais néanmoins indispensable, continue à remplir une fonction dans l'imaginaire de l'émancipation politique et sociale. De ce point de vue, il est vain de mépriser la dimension affective du populisme et de la considérer comme un mal à soigner au nom de la rationalité que l'on voudrait voir aux commandes de l'espace collectif. Car s'y révèle une logique sociale non évacuable qui tente de reconstituer le peuple comme acteur historique d'une société enfin réconciliée avec elle-même. D'où l'existence permanente d'un populisme diffus dont les tendances se manifestent aujourd'hui sous des formes semi-contrôlées au sein des partis traditionnels de droite comme de gauche, mais surtout dans la nouvelle vigueur qu'ont acquise les formations politiques explicitement populistes qui n'hésitent pas à parler de l'épuisement de la démocratie et à faire valoir la nécessité d'un nouvel ordre politique.

L'objectif poursuivi par les partis populistes suppose évidemment qu'ils parviennent à réguler des phénomènes d'origines multiples, nationale et internationale, ainsi qu'à entraîner les divers segments de la société vers des compromis qui surmontent des intérêts divergents. Or, ces partis, le plus souvent radicalement de droite, ne se montrent guère loquaces au sujet de la permanence de la conflictualité sociale entre les classes. Et si ce sont à vrai dire les mêmes buts que s'engagent à poursuivre les partis traditionnels, ce ne l'est toutefois qu'en tablant sur une temporalité fort différente de l'immédiateté que promet le populisme. C'est donc finalement en cela que ce dernier se caractérise d'abord. Plutôt que de définir les procédures concrètes d'une rupture avec les méthodes de la gestion publique qui instaure une distance énorme entre les gouvernants et les gouvernés, d'un dépassement réel des antagonismes sociaux et des oppositions entre les différentes fractions de la société, ce n'est que dans une gamme particulière de la rhétorique politique, qui suppose que le peuple disposerait de vertus innées rendant inutiles toutes les médiations, que le populisme intervient. Il s'agit là, selon Guy Hermet (2001), d'un type de communication et de promesse politiques dont la spécificité est de faire fond sur l'aspiration à une sortie sans délai des contradictions sociales. Or, on le sait, c'est là précisément une capacité faible des régimes démocratiques. Mais on ne peut manquer d'être frappé qu'en matière d'efficacité du fonctionnement des institutions politiques, hormis la présentation du référendum populaire comme solution miracle à toutes les difficultés, les partis populistes non avares en promesses restent bien en mal de formuler un quelconque projet cohérent de réforme dans la gestion des affaires collectives.

L'essor du populisme ne suffit donc pas pour qu'il ait les moyens de ses ambitions. Il reste néanmoins que, dans plus d'un pays d'Europe, il se montre actuellement capable de nuancer ses propos antiparlementaristes anciens et de remodeler l'archaïsme des propos racistes qu'il tenait à l'égard des immigrés.

Sur la question des droits et de l'allocation des ressources sociales, il devient *souverainiste* et incarne pour les autochtones la position défensive qu'Habermas appelle le *chauvinisme du bien-être*. Pour le politologue Dominique Reynié (2011), émerge ainsi un nouveau *populisme patrimonial*. Sur fond de mondialisation, de recomposition ethnoculturelle du continent et à l'aide de la question identitaire, il capte les suffrages d'une fraction des classes populaires et moyennes, et même d'une partie des classes supérieures. Il soude ces groupes dans un nouveau crédo selon lequel, face aux flux migratoires mondialisés — surtout d'origine musulmane — il s'agit de sauver le *patrimoine immatériel* de l'Europe.

Malgré les raccourcis qu'il s'autorise, on ne peut sous-estimer les relations que le populisme entretient avec l'histoire de la démocratie dont il est une excroissance. Opportuniste, il est le miroir sombre des promesses qu'elle ne parvient pas à tenir. Mais en dehors de la stigmatisation des autres partis et la brutalité de son discours, il n'apporte pas de solutions novatrices. Or, parce que la responsabilité politique est aussi de ne pas remplacer l'analyse de la réalité par le terrorisme des mots dont on finit par devoir payer le prix (Laclau, 2008), il faut dénoncer l'électoratisme qui le pousse à se présenter comme l'instance politique salvatrice alors qu'il ne prépare en rien les sociétés démocratiques à prendre en charge les défis que le temps présent leur impose. C'est la confusion qu'une classe politique peu vertueuse lui permet d'entretenir autour des notions de *bon peuple* et de *mauvais représentants* qui donne à croire qu'il dispose des principes du bon gouvernement. Il reste cependant intellectuellement stérile face à l'une des questions redevenues décisives aujourd'hui comme elle le fut à l'aube des temps démocratiques : qui est ce peuple ?

Il n'y a pas de définition éternelle du peuple. Des clôtures successives ont historiquement délimité le cercle de ceux qui, comme citoyens, furent jugés aptes à y avoir une place qui compte : la roture et l'aristocratie, les femmes et les hommes, les classes censitaires pauvres ou riches, les masses analphabètes et les élites lettrées de l'ordre capacitaire, les immigrés et les autochtones. Aujourd'hui, c'est dans les conflits à propos de ce dernier couple constituant un enjeu majeur pour les décennies à venir, que le populisme imprime ses marques et trouve le principal ressort de ses succès électoraux en Europe.

Une vision démocratique de l'avenir peut-elle s'établir à partir du *peuple ancien et éternel* auquel le populisme se réfère ? Non, car c'est là une *fiction instituante* qui ne se comprend que dans le cadre de l'État-nation où elle a été conçue. Comme le fait valoir Catherine Colliot-Thélène (2011), l'acquis de la révolution démocratique fut une émancipation vis-à-vis des appartenances communautaires traditionnelles (familles, lignages, religions). Certes, en faisant transiter les individus d'une appartenance vers une autre, cela les a transformés en des sujets nationaux membres du peuple d'un État. Cela toutefois d'une manière seulement limitée et contingente. Car la concomitance historique entre cette *émancipation démocratique localisée dans des États-nations* et la *Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen*, témoigne de ce que, dès son origine, l'État en question ne fut pas vu comme le référentiel politique unique pouvant qualifier les individus, incluant certains et excluant d'autres.



Cette *Déclaration* a fait naître en même temps les sujets d'un droit personnel qui relativise l'emprise de toutes les appartenances politiques ou spirituelles. Dès lors, vouloir le recouvrement intégral et définitif entre un peuple et une assignation territoriale et nationale ne serait rien d'autre qu'une recommunautarisation de la citoyenneté.

La définition close du peuple est non seulement une conception que l'histoire de l'émancipation démocratique infirme, mais une représentation caduque de la communauté politique aujourd'hui en phase de recomposition et qui est en attente d'une réintégration globale. Car l'histoire ne demande pas la permission pour déployer ses méandres, et les flux migratoires qui y participent sont une réalité démographique de grande ampleur, lourde de conséquences, et que personne n'est en mesure de congédier. Ils font partie des grandes mutations économiques, sociales et culturelles du monde actuel et nourrissent irréversiblement le peuplement de l'Europe qui ne se réalise plus sans eux. Ils interviennent donc dans une redéfinition en cours de ce qu'est le peuple. Et la tâche politique est d'en gérer au mieux les effets plutôt que de tenir de vains propos sur le tarissement ou refolement possible des migrations.

Si le populisme est un discours fallacieux, c'est principalement pour cela : on n'agit pas politiquement en prétendant que la réalité n'a pas d'importance ou que l'on est capable de l'évacuer de la scène historique. La conception patrimoniale et culturaliste du peuple est ce qui empêche de voir cela. Non pas qu'il faille dire que les États sont en train de disparaître ou de perdre leurs prérogatives. Mais bien que nous habitons des sociétés qui n'ont jamais été et qui ne sont en tout cas plus totalement les nôtres. Aussi, la cohésion démocratique des sociétés européennes de demain reposera-t-elle non pas d'abord sur leurs identités culturo-nationales anciennes, mais sur la qualité des rapports sociaux qu'elles parviendront à instaurer à partir de leur nouvelle composition.

Mais, comme le dit Rosanvallon, avec le suffrage universel est advenu le *peuple électoral* qui, en principe, comprend arithmétiquement tout le monde. Certes, le droit en vigueur des États nationaux permet l'exclusion des étrangers du cercle des citoyens. C'est cette réalité qu'il contribue à entretenir en donnant valeur légale au fait que, au cœur de la société, puisse camper une fraction de population qui n'en fait pas réellement partie. Cependant, malgré toutes les barrières mises en place, la permanence des flux migratoires et l'accroissement du nombre des sans papiers, illégaux et clandestins, laisse percevoir l'insuffisance sinon la vanité de ce droit. On ne peut ignorer que nombre de migrants sont ou seront à terme des candidats à la citoyenneté complète. Faire comme si la fraction de la population bénéficiaire du droit actuel équivalait au tout du peuple n'est donc qu'une version approchée du pouvoir que le principe démocratique attribue à son ensemble. D'où la question : malgré cette restriction, est-on encore dans un cadre potentiellement capable de contenir et même de promouvoir les idéaux de la démocratie ?

Dans son analyse de ce cadre, Bernard Manin (Landemore, 2008) estime que, faute de permettre actuellement un pouvoir approprié par tous, il n'est pas inapte aux évolutions parce qu'il garde des espaces ouverts pour les inventer.

Il serait donc abusif de dire que cette démocratie n'est rien de plus qu'une fiction. Manin s'accorde cependant avec Nadia Urbinati pour juger nécessaire de s'interroger sur la *démocraticité* de la représentation, c'est-à-dire la capacité et la volonté des mandataires publics de se tenir à la hauteur des enjeux dont il vient d'être question. Si ces mandataires s'avéraient incapables d'acheminer les démocraties européennes vers une conception élargie du peuple, le risque serait bien de voir le populisme figurer comme une composante non pas épisodique, mais de longue durée dans l'arène politique européenne.

## LA DÉMOCRATIE À VENIR

Le populisme a été analysé ici comme une réplique à l'inachèvement de la démocratie. Si la question principale est bien celle-là, reste à se demander de quelle manière peuvent être pensées les transformations qui la sortiraient de la trappe d'une postdémocratie.

C'est toutefois là une interrogation qui, parce qu'elle concerne la temporalité historique, ne saurait recevoir de réponse qui satisfasse entièrement. Il y a certes une dimension de sens dans la démocratie : l'accomplissement d'un itinéraire invoquant le devenir de la liberté et de l'égalité. Néanmoins, ce sens ne peut être conçu comme l'accomplissement d'un modèle donné qui déboucherait dans un programme préétabli. Il ne se discerne que dans l'expérience que les acteurs sociaux acquièrent de leur propre pouvoir et de leur environnement. Il faut donc admettre que la vérité de la démocratie n'a que l'histoire pour langage et que ce n'est que dans l'action, synthèse dynamique du présent, que peuvent se trouver les pistes à explorer. Non pas parce que l'action serait plus clairvoyante que la pensée, mais parce qu'elle est le lieu de la conscience, là où les valeurs s'éprouvent et les idées surgissent.

À partir de là, que peut-on dire qui, sans être une promesse qui ne peut être faite, soit néanmoins un horizon d'action pour les artisans de la démocratie à venir ? Rien d'autre que ceci : à partir de la tradition des penseurs qui ont essayé de comprendre la société à la lumière de ses déchirements, il s'agit de reprendre et d'approfondir l'exigence de justice déjà présente dans les démocraties existantes. L'idée d'un pouvoir approprié par tous est ce qui donna au fait démocratique sa force de conviction initiale et sa puissance de rupture vis-à-vis de l'Ancien Régime. Cela reste ce qui demande un nouvel investissement dans les combats que, dans les années qui viennent, devront mener les démocrates sincères.

À cet égard, deux exigences prioritaires nous semblent s'inscrire à l'agenda des acteurs de la démocratisation.

Tout d'abord, ces combats retrouvent la question de la légitimité qu'il y a à gouverner. Dominée par les grands partis de masse qui, plutôt que le traitement audacieux des problèmes qui regardent le devenir de tous, préfèrent les

## Bibliographie

Colliot-Thélène C. (2011), *La démocratie sans « Demos »*, PUF.

Crouch C. (2004), *Post-democracy*, Polity Press.

Dewey J. (1859-1952) (2010), *Le public et ses problèmes* (1927), coll. « Folio essais », Gallimard.

Hermet G. (2001), *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Fayard.

Laclau E. (2008), *La raison populiste*, Seuil.

Landemore H. (2008), *La démocratie représentative est-elle réellement démocratique ?* (entretien avec B. Manin et N. Urbinati), [www.laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr).

Reynié D. (2011), *Populismes: la pente fatale*, Plon.

Rosanvallon P. (2008), *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Seuil.

Vincent J.-M. (1998), *Max Weber ou la démocratie inachevée*, éditions du Félin.

stratégies qui concernent leur maintien ou leur retour au gouvernement, la représentation démocratique fonctionne de plus en plus mal. Il s'agit donc de construire de nouveaux rapports entre gouvernants et gouvernés en formulant un projet cohérent de réforme de la gestion des affaires collectives. Aucune démocratie véritable n'est envisageable lorsque le système politique de la représentation incite les partis, en interaction privilégiée avec les milieux d'affaires et les médias, à ignorer les demandes des groupes sociaux faibles ou marginaux qui ne constituent pas l'axe électoral autour duquel ils escomptent le succès à court terme.

D'autre part, en renonçant à toute hypostase du *peuple*, il s'agit de travailler à ce qui reste néanmoins la nécessaire réintégration globale des sociétés européennes. Celles-ci, sous l'effet de la mondialisation et des migrations, voient leurs classes subalternes vivre un processus de profonde recomposition. La conflictualité qui est liée à ce processus ne peut être niée, mais surtout pas dénoncée à l'avance comme ce qui justifie la réassertion rigide d'une identité nationale qui n'aurait pas à être évolutive. Dans la réalité mouvante de l'histoire, il n'y a pas d'identité nationale figée. Il importe donc que les acteurs de la démocratisation reconquièrent les moyens de faire admettre cette historicité. Une authentique politique démocratisatrice ne réside pas dans le refoulement fonctionnel de la conflictualité sociale. Elle exige, au contraire, que cette dernière soit reconnue et travaillée dans ses racines avec autant de lucidité que doivent être procéduralement recherchés les normes d'appartenance à une citoyenneté partagée. ■